

Le démantèlement des sites d'essais n'a pas eu lieu !

par Bruno Barrillot

L'annonce de la fermeture des sites d'essais

L'annonce du démantèlement des sites d'essais de Polynésie et de la dissolution de la Direction des Centres d'Expérimentation Nucléaire a été faite par le président Jacques Chirac après le dernier tir effectué le 27 janvier 1996.

En application de cette décision présidentielle, les opérations de démantèlement des installations de la DIRCEN sur les atolls de Moruroa et de Fangataufa ont donc débuté dès 1996, sous le nom d'"Opération Oméga"¹.

Fangataufa abandonné

Début 1996, il ne reste sur Fangataufa qu'un blockhaus sur la zone "Frégate" construit et utilisé pour l'observation des essais atmosphériques. Ce "poste d'enregistrement avancé" (PEA) constitue une masse bétonnée de 10 000 tonnes, l'équivalent du poids de l'Arc de Triomphe de l'Etoile. Il est aujourd'hui entouré d'une forêt de résineux, des "aïto" qui le masquent quelque peu à défaut de l'effacer du paysage.

Les autres installations bâties sur l'atoll de Fangataufa qui avaient été construites pour les opérations de forage des premiers essais souterrains sous la couronne corallienne (en 1974 et 1975) ont été démontées depuis longtemps. En 1981, lorsque la DIRCEN décide de procéder à des essais souterrains sous lagon, le Directeur des essais annonça que "pour s'affranchir des phénomènes hydrauliques" le site de Fangataufa devra être entièrement maritime "et qu'aucune installation n'existera à terre où la piste sera d'ailleurs condamnée"². En effet, pour dire les choses clairement, les « phénomènes

hydrauliques » que l'on craignait n'étaient rien d'autre que des effondrements de la falaise récifale provoquant en retour un raz de marée. Mieux valait donc ne pas s'installer à terre...

Dans ces conditions, en 1996, il n'y a eu aucune opération de démantèlement des installations bâties sur l'atoll de Fangataufa : seul reste le PEA "Frégate" et des bribes de la piste d'aviation bétonnée depuis longtemps envahie par la végétation. Quelques opérations de réhabilitation ont été réalisées, puisque, selon les autorités militaires, le chemin de câbles qui menaient au PEA Frégate (ces câbles servaient à communiquer les ordres de tir et les données sur l'explosion) jusqu'aux emplacements des tirs a été comblé³.

Pour éviter les intrusions éventuelles, l'atoll de Fangataufa avait été doté de caméras et de capteurs permettant la surveillance du site depuis Moruroa. Les autorités militaires ont décidé, en 1996, de supprimer ces installations si bien que l'atoll de Fangataufa reste sans surveillance particulière de la part des armées⁴.

Les destructions à Moruroa

L'atoll de Moruroa était d'abord un centre d'expérimentations, avec ses laboratoires d'analyses, de montage des engins nucléaires, ses installations annexes (sites d'expériences pour les "tirs froids", entrepôts de stockages de déchets contaminés ou d'éléments provenant des prélèvements effectués par "post-forages" dans la cavité d'explosion de la bombe, usine d'incinération...). Toutes ces installations et laboratoires étaient sous la responsabilité du Commissariat à l'Energie Atomique. Elles constituent ce qu'on appelle en jargon officiel des « installations nucléaires ».

Mais l'atoll était également un lieu de vie et de travail pour une population de militaires et de civils qui a atteint, aux plus fortes années, près de 3 000 personnes. On y trouvait tous les logements, les installations de loisirs et de sport (des salles de jeux et de lecture, deux cinémas, des terrains de tennis, un parcours de golf, un terrain de football...), les bureaux des diverses administrations civiles et militaires, les structures nécessaires à la production d'énergie (deux centrales électriques), d'eau douce (usine de dessalement de l'eau de mer), une cuisine centrale. Moruroa disposait également d'installations portuaires importantes dont un quai pour

porte-conteneurs et deux darses maritimes et, pour l'aviation, de deux pistes d'atterrissage entourées d'une centaine de hangars et des ateliers de maintenance⁵.

Des témoignages recueillis au début des destructions font état d'un spectacle désolant : « Des barges feraient des aller-retour incessants vers la haute mer où sont immergés des milliers de tonnes de matériels et de débris, parfois des montagnes d'ordinateurs tous neufs dans leurs emballages d'origine. »⁶

Les vestiges monstrueux de la période des essais atmosphériques, les deux Postes d'enregistrement avancés (PEA) situés sur les zones Denise et Dindon de l'atoll et le Poste de contrôle de tir (PCT) du C.E.A. à Anémone qui se présentent comme d'immenses blockhaus de béton n'ont pu être détruits et ont été murés pour éviter toute éventuelle intrusion.

La base C.E.A. de Mahina (Tahiti)

Les installations du C.E.A. à Mahina sur l'île de Tahiti recouvraient une superficie de 5 000 m² sur un terrain couvert d'une dizaine de bâtiments de bureaux et de laboratoires qui servaient de base arrière aux sites d'expérimentation nucléaires. Les effectifs sur ce site ont été considérablement réduits. Ils sont passés de 1 000 agents en 1965 à 30 en 1996. En septembre 1996, le C.E.A. a rétrocédé aux armées son terrain de Mahina.

Une partie des locaux de Mahina sont actuellement occupés par la direction du Service Militaire Adapté et par le service

De même, l'immense mur de protection d'environ 14 kilomètres de longueur⁷ édifié à la suite des tsunamis provoqués par les effondrements des flancs de l'atoll sous le coup des explosions souterraines, a été laissé en place. La tour du port n'a pas été détruite et permet d'avoir une vue d'ensemble de l'ancienne base-vie.

Les infrastructures de la piste d'aviation de 2400 mètres de Moruroa qui pouvait accueillir des Airbus et des DC 8 ont été démantelées. Sans entretien régulier, cette piste devrait avoir une durée de vie de 10 à 15 ans⁸.

Mis à part ces derniers vestiges indestructibles, il ne restait, en janvier 1999, que les quelques bungalows nécessaires à l'hébergement de la trentaine de légionnaires chargés de la surveillance de l'atoll.

de transmissions du BCAC dépendant des services du Premier ministre.

Le Laboratoire d'Etudes et de Surveillance de l'Environnement (LESE) qui avait la charge de la surveillance de la radioactivité de la Polynésie depuis 1960, sous la responsabilité du CEA, dispose toujours des anciens laboratoires. Depuis 2001, le LESE dépend juridiquement de l'Institut de Radioprotection et de Sécurité Nucléaire (IRSN), indépendant du CEA. Il poursuit la surveillance de la radioactivité en Polynésie française, hors Moruroa et Fangataufa.

La réalisation des destructions

Les personnels

Comme à l'époque des essais nucléaires, militaires et civils ont travaillé aux opérations de démolition. En février 1996, près d'un millier d'hommes, militaires et civils polynésiens des entreprises sous-traitantes, ont commencé les démolitions⁹. En octobre 1996, parmi les personnels civils de la défense, il ne restait que 91 employés Polynésiens et il était prévu que l'armée n'en garderait plus aucun sur Moruroa dès le milieu de 1997¹⁰. En septembre 1997, entre 65 % et 70 % de la base de Moruroa était détruite¹¹. En avril 1998, il restait environ 350 hommes, dont 150 civils parmi lesquels 120 Polynésiens des entreprises sous-traitantes. Le groupe des "démolisseurs" proprement dit était

constitué de 88 civils et 40 légionnaires, les autres personnels étant chargés de l'intendance et de la maintenance des engins.

Les salaires des personnels polynésiens étaient variables selon qu'ils dépendaient du C.E.A., des armées ou des entreprises sous-traitantes. Au moment de la fermeture des sites, le salaire moyen d'un PRL (personnel recruté localement) travaillant pour les armées se situait aux alentours de 200 000 Fcfp (environ 1 676 euros) et l'âge moyen de ceux qui ont été licenciés était de 52 ans. La prime de départ moyenne accordée à ces PRL s'élevait à 9,5 millions de Fcfp (environ 80 000 euros)¹².

La dernière étape

Au début de 1998, alors que les destructions réalisées étaient évaluées à 80 % de l'ensemble des installations à détruire, il a fallu adopter la solution d'un hébergement flottant des personnels pour finir les travaux. Une barge hôtel de 122 chambres avec ses infrastructures hôtelières a été loué à une société anglaise. Le "Bibby Progress" (du nom de la société) a dû être acheminé depuis Liverpool jusqu'à Singapour où il a subi un lifting complet et, de là, acheminé à Moruroa. Cette barge, construite en 1990, avait auparavant été utilisée en Suède pour loger des réfugiés de Bosnie, puis aux Pays-Bas, près de Rotterdam, pour loger 600 réfugiés de 40 pays en attente de régularisation.

Le "Bibby Progress" a été effectivement utilisé par les "démolisseurs" de Moruroa du 13 février 1998 au 21 juin 1998, date à laquelle la barge a été vidée de ses quelque 50 à 60 derniers occupants qui rejoindront les cabines du "Bougainville" pour achever les derniers travaux¹³. Il était prévu que cette barge retourne à Singapour à partir de juillet 1998, dès qu'un remorqueur serait disponible.

Les destructions sur Moruroa se sont poursuivies jusqu'au 1er juillet 1998, date à laquelle, il ne restait plus que quelques logements (et la chapelle que les ouvriers polynésiens n'ont pu se résoudre à détruire !) destinés à l'hébergement de la section de légionnaires chargés de la surveillance de ce site militaire.

Selon les informations données par les autorités militaires, les démolitions des bâtiments ont été complètes : les structures des installations en béton ont été concassées, y compris les dalles et les emplacements ont été recouverts de soupe de corail et même plantés de jeunes cocotiers pour hâter le "retour à la nature" qui est le maître mot des militaires.

Les débris des bâtiments ont servi à combler les "trous" sur la couronne corallienne. On sait en effet, que sous le choc des tirs souterrains, la zone à l'aplomb du point zéro s'effondrait de quelques dizaines de centimètres au point que certaines routes situées à proximité ont dû être reconstruites pour permettre le passage des véhicules à sec. Ainsi comblés, les trous ont également été recouvert de sable corallien et plantés de jeunes cocotiers¹⁴.

Pour montrer leur volonté de laisser "un atoll propre", les autorités militaires ont même conçu un concept spécifique désigné sous le nom de "Mururoa en héritage". « *Nous avons très à cœur cette notion de Mururoa en héritage, confiait le chef de bataillon de la Légion, Antoine Marquet. D'abord parce que nous avons par principe horreur du désordre et des choses sales, et ensuite parce que nous voulons, lorsque le général Boileau présentera notre travail à des visiteurs, que ceux-ci n'aient pas l'impression de quelque chose qui a été bâclé... Mes hommes ratissent littéralement la zone car il peut toujours rester un bout de fer rouillé qui dépasse du sol ou une planche dans un coin. Or ce que nous voulons, c'est faire place nette et laisser un site parfaitement sain.* »¹⁵

Les structures métalliques des hangars et des autres bâtiments qui n'ont pu être démontés ont été compactées. Certaines zones de l'atoll de Moruroa servant de dépôt pour des engins (grues, camions...) hors d'usage ont également été réhabilitées. Ces déchets métalliques ont été embarqués pour l'essentiel (10 000 tonnes) à bord d'un bateau qui a quitté le port de Moruroa le 3 septembre 1997. A cette date, il restait de 2000 à 3000 tonnes de ferrailles sur l'atoll qui, selon les militaires, devraient être débarrassées lorsqu'un bateau serait disponible¹⁶. A ce jour, nous ignorons la destination exacte de ces ferrailles compactées. Le général Boileau avait affirmé, en 1996, que l'objectif des armées était "de jeter le moins possible", mais il a concédé qu'une partie de la ferraille pourrait être "océanisée"¹⁷. Ce fut le cas notamment d'une partie des 130 automobiles montrées à Moruroa à la presse nationale : quelques-unes ont été transférées vers les administrations de Tahiti, les autres devaient être soit « compactées », soit « océanisées »¹⁸. Un an plus tard, alors que les déchets étaient embarqués, les réponses du général aux questions des journalistes sur les « océanisations » restèrent imprécises et le nom du navire opérant le transport n'a pas été précisé ; la seule assurance laissée par le commandant de la DIRCEN étant que "tout ce qui quitte Moruroa n'est pas radioactif"¹⁹.

Les matériels redistribués ou déplacés

Dons à la Polynésie française

Dès février 1996, le général Paul Véricel, directeur des essais nucléaires précisait dans une interview à RFO que chacune des installations - équipements techniques et bâtiments - serait "appréciée" afin de savoir si elle pouvait être démontée et remontée ailleurs en Polynésie. En fait, la redistribution a été très limitée et le général Boileau, en clôturant les activités de la DIRCEN évaluait cette part à 15 % des matériels de la base de Moruroa²⁰.

Les installations du C.E.A. de Moruroa ayant été les premières à être détruites, les premières redistributions de matériels ont été effectuées par le Commissariat. Dès novembre 1996, une première rotation du Bougainville débarquait sur les quais de la rade de Papeete environ 800 tonnes de matériels, représentant 2 000 m³. Deux autres rotations du Bougainville ont été nécessaires pour terminer le déménagement du C.E.A. de Moruroa vers Papeete, soit environ 1700 tonnes de matériels divers, au total, représentant une valeur de 300 millions de Fcfp (2,52 millions d'euros).

Le C.E.A. n'a pas redistribué l'ensemble de ces matériels à l'Etat ou aux collectivités locales de Polynésie. En fait, l'objectif du C.E.A. a été d'apporter une aide à ses personnels civils pour favoriser leur reconversion²¹. En effet, quelques anciens agents C.E.A. polynésiens voulant créer eux-mêmes leur propre entreprise ont donc reçu une aide en matériel. Ce fut le cas de 8 d'entre eux. De même, du matériel a été donné ou vendu par le C.E.A. à onze entreprises qui ont repris du personnel du C.E.A.. Cette redistribution opérée par le

C.E.A. a été relativement modeste, mais elle a fait l'objet d'une bonne opération médiatique amplement reprise par les médias locaux²².

Au fur et à mesure des destructions opérées sur Moruroa, le CEP et les militaires ont effectué des redistributions de matériels. Ainsi, en septembre 1997, les collectivités territoriales se sont vu attribuer 37 matériels roulants (voitures légères, camions et engins de travaux publics), environ 200 m³ de mobilier, outillages et matériels divers estimés au total à 116 millions de Fcfp (environ 1 million d'euros).

La distribution s'est faite dans la transparence avec la mise en place d'un comité consultatif de répartition. Ainsi, 27 des 48 communes du Territoire ont-elles pu bénéficier de ces dons. Mais il a fallu prendre en charge le coût du transport de ces matériels qui a été réglé soit par l'Etat (français) soit par le Fonds d'Entraide des Iles (polynésien). La générosité a ses limites.

En résumé, le Territoire en tant que tel a reçu du matériel pour un montant estimé à 55,5 millions de Fcfp (465 000 euros), les autres affectations ont bénéficié aux communes pour 34,6 millions de Fcfp (290 000 euros), au Service militaire adapté pour 17,7 millions de FCFP (148 000 euros), aux associations pour 4,3 millions de FCFP (36 000 euros) et aux services civils de l'Etat pour 3,9 millions de FCFP (33 000 euros). Cette grande distribution de septembre 1997 a fait l'objet d'une importante opération médiatique reprise par la presse locale²³.

Réutilisation des installations de Moruroa pour des besoins militaires

Quelques installations spécialisées de Moruroa ont été démontées et transférées sur la base militaire de Hao. L'usine de dessalement d'eau de mer a été démontée et reconstruite sur la base militaire de Hao²⁴. L'évaporateur d'eau d'une capacité de 600 m³ pesait près de 80

tonnes. On a également transporté depuis Moruroa des shelters (sortes de "mobile home") et d'autres chalets démontables pour l'installation des légionnaires. Entre 1996 et 1998, la base militaire de Hao est passée de 150 à 400 hommes. Il était donc nécessaire de trouver une source d'appro-

visionnement d'eau et d'énergie pour ce personnel surnuméraire.

D'autres matériels sauvés de la destruction ont également été rapatriés en métropole dans les soutes de "L'Oura-

Les matériels revendus

Certaines installations de Moruroa ont été revendues par les armées. Ainsi, les quatre groupes électrogènes qu'on pensait installer à Hao ont finalement été vendus à une société de Lorient²⁷.

En avril 1996, les trois avions Caravelle qui étaient en service entre Moruroa et Tahiti pour les transports militaires ont été revendus d'occasion au Zaïre²⁸.

En août 1996, le C.E.A. a vendu à des compagnies pétrolières de Singapour la barge de forage et de manutention (BFM), la barge de cimentation des puits

gan²⁵. La plupart des appareils et installations démontables des bâtiments et laboratoires du C.E.A. ont été transférés en métropole dans les autres centres du C.E.A.²⁶

équipée d'immenses silos (Cimagre) et la plate-forme de forage Tila : tous ces équipements ayant servi aux essais sous lagon ont été transportés à Singapour par un grand cargo russe. Ils auraient été revendu pour un montant compris entre 10 et 12 millions d'euros²⁹.

Les deux barges utilisées par le C.E.A. pour enregistrer les résultats des essais sous lagon, les BEM Mésange, ont été rachetées à la société Bouygues Offshore par une compagnie australienne. Elles ont quitté Tahiti le 21 mars 1999³⁰

Le coût annoncé de la destruction des installations des sites nucléaires

A comparer aux coûts prévisionnels astronomiques du démantèlement, en métropole, des installations de production de matières nucléaires, des centrales nucléaires ou de laboratoires et centres de recherche nucléaire, le "démantèlement" des sites d'expérimentation nucléaire du Pacifique a été d'un coût relativement modique.

En fait, comme nous l'expliquerons par la suite, le terme "démantèlement" utilisé par les militaires pour Moruroa et Fangataufa est abusif. Après les premières annonces de février 1996, les autorités militaires ont opéré parfois une rectification de langage : on parle de démonter les installations de Moruroa, du moins ce qui peut l'être, et on détruira le reste.

Les diverses interventions publiques des armées et du C.E.A. sur la fermeture des sites ne mentionnent en règle générale que la destruction des bâtiments et la remise "à l'état de nature" des deux atolls. Ainsi, de nombreux articles de presse illustrent ce retour à la vie naturelle d'un atoll : des photos montrent des militaires attendris devant *"ce bébé fou aux pattes rouges qui piaille (de joie ?) dès qu'il voit un uniforme"* sur le motu aux oiseaux de Fangataufa. On nous montre

encore ces petites fleurs de "tafano" comme il y en a tant sur les motu de Fangataufa pour affirmer que la flore n'a pas souffert des essais.³¹ Bref, il s'agit de montrer que la nature a repris ses droits sur les atolls nucléaires.

Cette quasi disparition des vestiges de civilisation sur les deux atoll est tout à fait réelle et c'est probablement pourquoi, malgré les énormes moyens mis en oeuvre, la démolition a été d'un coût très modeste. La modicité du coût du « démantèlement » de Moruroa et Fangataufa a même été soulignée par le directeur des applications militaires du C.E.A., Jacques Bouchard qui annonçait, dès février 1996, le coût très élevé du démantèlement (au sens radiologique du terme) des installations de production de matières nucléaires situées en France (à Marcoule et Pierrelatte) et qu'on évalue entre 3 à 5 milliards d'euros sur une période de 20 à 30 ans³².

Le général Boileau, dernier patron de la DIRCEN, s'est lui aussi félicité des économies faites sur le "grand nettoyage" de Moruroa qui n'a coûté que 20 millions d'euros³³. En fait ce chiffre est trompeur car il ne tient pas compte des frais de fonctionnement.

Les installations restantes sur Moruroa

Le 9 juillet 1998, le général Boileau, commandant de la DIRCEN, passait le relais de la direction de la base de Moruroa aux soldats de la Légion étrangère. En fait, la base était complètement rasée et il ne restait plus qu'un lieu de cantonnement pour 30 légionnaires sur la zone Martine comportant une unité de production d'eau douce, un groupe électrogène, des logements, une cantine et plusieurs salles de loisirs : télévision et vidéo, bibliothèque, musique... A cela, il faut ajouter le terrain de sport et une petite chapelle.

A partir du 1er août 1998, les 30 légionnaires chargés de la surveillance de Moruroa ont été mis sous la dépendance directe de l'amiral commandant supérieur des forces armées du Pacifique³⁴.

Plusieurs installations de surveillance des sites ont été mises en place. Selon les informations rendues publiques, plusieurs types d'appareils permettent de mesurer la stabilité géologique de l'atoll et

la radiologie de l'air et leur alimentation électrique est réalisée par panneaux solaires. Les légionnaires sont chargés de vérifier le bon fonctionnement de ces appareils, de préparer la campagne annuelle de prélèvement d'échantillons de plantes et d'eau mais surtout de faire le "gardiennage" de l'atoll afin d'éviter l'accostage d'intrus. L'atoll de Moruroa reste terrain militaire et bien qu'il n'y ait plus de zone d'interdiction de survol, il n'est pas possible de s'y aventurer sans montrer patte blanche.

Lors de la dissolution de la DIRCEN, le général Boileau a laissé envisager que la surveillance militaire était envisagée pour une période de cinq à dix ans, mais qu'elle durerait le temps nécessaire "pour montrer que la radioactivité décroît et qu'il n'y a pas de mouvement géologique". Après ce délai, le général estimait que les atolls pourraient être rendus au Territoire...

¹ Les Nouvelles de Tahiti, 11 juillet 1998.

² Comité d'établissement Centre essais des 21 et 26 janvier 1981 (DAM/DE/CAF n°1136 DR du 6/4/81)

³ La Dépêche de Tahiti, 3 avril 1998

⁴ La Dépêche de Tahiti 30 octobre 1996

⁵ Les Nouvelles de Tahiti, 14 janvier 1999

⁶ Tahiti Pacifique Magazine, n°60, avril 1996, p. 9. Voir aussi Tahiti pacifique Magazine n°63, juillet 1996, p. 28-29

⁷ Les Nouvelles de Tahiti, 11 juillet 1998

⁸ Les Nouvelles de Tahiti, 16 octobre 1996

⁹ La Dépêche de Tahiti, 16 octobre 1996

¹⁰ Les Nouvelles de Tahiti, 16 octobre 1996

¹¹ La Dépêche de Tahiti, 13 septembre 1997

¹² Les Nouvelles de Tahiti, 24 juillet 1996

¹³ La Dépêche de Tahiti, 3 avril 1998

¹⁴ La Dépêche de Tahiti, 3 avril 1998

¹⁵ La Dépêche de Tahiti 3 avril 1998

¹⁶ La Dépêche de Tahiti, 13 septembre 1997

¹⁷ Les Nouvelles de Tahiti, 16 octobre 1996, Tahiti Pacifique Magazine, n°67, novembre 1996

¹⁸ Tahiti pacifique Magazine, n°69, janvier 1997, p. 8. Ce fut également le cas de la centrale électrique de Moruroa (délestée de son pyralène, officiellement renvoyé en Europe) qui fut océanisée (Tahiti Pacifique Magazine n°84, avril 1998, p.11).

¹⁹ Les Nouvelles de Tahiti, 13 septembre 1997

²⁰ La Dépêche de Tahiti 11 juillet 1998

²¹ Les Nouvelles de Tahiti, 23 septembre 1997

²² La Dépêche de Tahiti, 9 novembre 1996

²³ La Dépêche de Tahiti, 23 septembre 1997 ; Les Nouvelles de Tahiti, 23 septembre 1997

²⁴ Tahiti pacifique Magazine, n°75, juillet 1997, p. 9

²⁵ La Dépêche de Tahiti, 8 janvier 1998

²⁶ Jacques Baumel, Avis AN n°3033, Tome IV Dissuasion nu cléaire, 10 octobre 1996, p. 17

²⁷ La Dépêche de Tahiti, 3 avril 1998

²⁸ La Lettre de l'Observatoire des transferts d'armements, n°6, 2/1996, p. 4

²⁹ Tahiti Pacifique Magazine, n°65, septembre 1996, p. 9

³⁰ Tahiti Pacifique Magazine, n°96, avril 1999, p. 9

³¹ La Dépêche de Tahiti, 30 octobre 1996

³² La Dépêche de Tahiti 23 février 1996

³³ La Dépêche de Tahiti, 11 juillet 1998 ; Les Nouvelles de Tahiti, 11 juillet 1998

³⁴ La Dépêche de Tahiti, 11 juillet 1998